

Burundi : Une ONG anti corruption sous la menace du gouvernement

@rib News, 07/12/2010 â€“ Source AFPLe gouvernement burundais a dÃ©noncÃ© publiquement les mÃ©thodes d'une association locale luttant contre la corruption, qui avait rÃ©vÃ©lÃ© la semaine derniÃ¨re des malversations autour d'un contrat d'armement entre le Burundi et une sociÃ©tÃ© ukrainienne. L'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (Olucome) est en quÃªte de popularitÃ©, a accusÃ© lundi devant la presse le ministre en charge de la Bonne gouvernance, Jean-Baptiste Gahimbare.

Le ministre a mis en garde l'ONG sur ses responsabilitÃ©s d'entrave au bon dÃ©roulement de l'instruction qui est en cours concernant ce dossier d'achat d'armes. L'Olucome a dÃ©noncÃ© il y a deux semaines, une affaire de corruption portant sur trois millions de dollars Ã la faveur d'un contrat d'armement entre le Burundi et une sociÃ©tÃ© ukrainienne. Ces malversations mettent en cause les ministres de la DÃ©fense et des Finances, le gÃ©nÃ©ral Germain Niyoyankana et Clotilde Nizigama, ainsi que le chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare et son adjoint le gÃ©nÃ©ral DiomÃ© Ndegaya. Sur les sanctions prÃ©conisÃ©es par l'Inspection gÃ©nÃ©rale de l'Etat, le ministre de la Bonne gouvernance a expliquÃ© qu'il doit d'abord diligenter "d'autres investigations, notamment d'ordre judiciaire". L'Olucome a dÃ©jÃ rÃ©vÃ©lÃ© plusieurs scandales financiers dont la vente illicite d'un avion prÃ©sidentiel en 2006. Le vice-prÃ©sident de l'ONG, Ernest Manirumva, avait Ã©tÃ© tuÃ© Ã coups de couteaux en avril 2009. La sociÃ©tÃ© civile a accusÃ© plusieurs responsables de la police d'avoir organisÃ© cet assassinat toujours non rÃ©solu. L'actuel prÃ©sident de l'association a souvent Ã©tÃ© menacÃ© de mort et a dÃ©jÃ Ã©tÃ© emprisonnÃ© Ã plusieurs reprises. Le Burundi a Ã©tÃ© classÃ© parmi les dix pays les plus corrompus du monde par Transparency international.